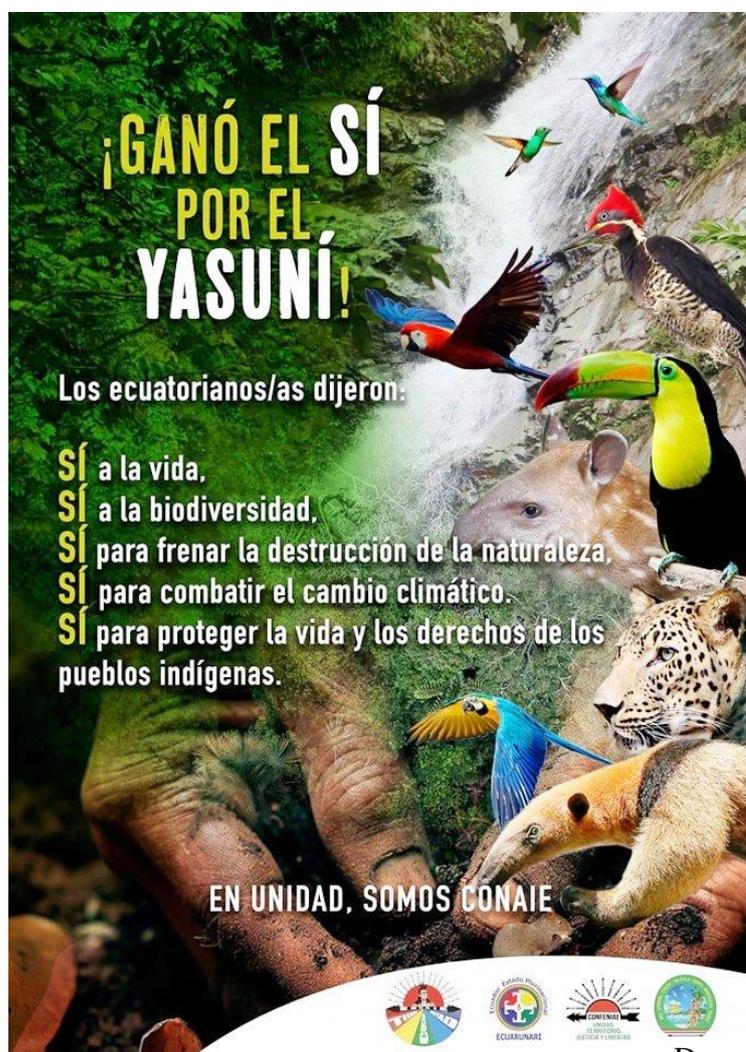


Équateur : oui au Yasuní !

Le 20 août 2023, jour du premier tour des élections présidentielles et législatives, les équatorien.nes étaient également appelé.es à se prononcer sur un référendum visant à l'arrêt de l'exploitation du Bloc pétrolier 43 Ishpingo, Tambococha et Tiputini (ITT) dans le parc naturel Yasuni, situé en Amazonie dans le nord-est du pays. Et c'est le « *Sí al Yasuní, sí a la vida* » qui l'a emporté avec une large majorité de 59 % des voix.

Le Yasuní est un espace de biodiversité unique au monde, qui s'étend sur près d'un million d'hectares de forêt humide et primaire. Il rassemble une diversité d'espèces végétales endémiques supérieure à celles des États-Unis et du Canada réunis, et c'est un sanctuaire, reconnu internationalement par l'Unesco, pour de nombreuses espèces animales menacées. Il abrite des communautés autochtones, Waorani, Kichwa et Shuar, ainsi que les derniers peuples en isolement volontaire, les Tagaeri, les Taromenane et les Dukagaeri. Depuis 2008, ces régions sont théoriquement protégées par la Constitution, qui reconnaît aux peuples autochtones « la propriété collective de la terre, en tant que forme ancestrale d'organisation territoriale ». Mais le sous-sol, riche en pétrole, reste propriété de l'État et son exploitation a connu une recrudescence effrénée ces dernières années, bien souvent sans véritable consultation préalable des communautés concernées, pourtant obligatoire selon la Constitution de l'État plurinational qu'est l'Équateur.

Une victoire historique....mais remise en question



L'approbation du référendum marque donc une victoire historique, aboutissement de plus de dix ans de luttes menées par les communautés indigènes et les mouvements écologistes et citoyens, en particulier les collectifs *Yasunidos* et *Resiste Yasuní*, qui ont réussi à convaincre la majorité des électeur.trices malgré une campagne médiatique défavorable et l'opposition d'une grande partie de la classe politique, y compris celle de Luisa González, la candidate de Révolution Citoyenne, longtemps favorite dans les sondages et finalement vaincue par le millionnaire libéral Daniel Noboa.

Mais la bataille n'est pas finie car l'arrêt de la production pétrolière du Bloc 43 est contesté par un gouvernement équatorien peu enclin à respecter le résultat de la consultation. En effet, quelques semaines avant de céder son siège à son successeur, l'ex-président Guillermo Lasso a averti que l'État n'appliquerait pas le vote majoritaire visant à freiner l'exploitation pétrolière dans la réserve Yasuní. « *Nous ne soutiendrons aucune démarche dans ce sens car la consultation est inapplicable : il n'est pas possible de fermer un puits de pétrole du jour au lendemain.* », a-t-il déclaré lors d'une réunion organisée quelques jours après le scrutin et dont une vidéo a fuité sur les réseaux sociaux.

De plus, la compagnie pétrolière d'État *Petroecuador*, qui opère dans le secteur, bien loin de se plier à la volonté populaire, prévoit d'ouvrir quinze puits supplémentaires, alors que l'arrêt de la Cour constitutionnelle, qui a permis l'organisation de la consultation, avait précisé que, au cas où le « oui » l'emporterait, l'État ne pourrait entreprendre aucune action visant à poursuivre l'exploitation pétrolière dans le bloc 43, qu'il devrait au contraire « prendre des mesures immédiates pour la réparation de la nature » et que les autorités auraient un an pour procéder au démantèlement « progressif et ordonné » des installations pétrolières déployées dans le parc.

C'est cette situation qu'une délégation de jeunes représentant.es de nationalités autochtones d'Équateur, invité.e.s pour une tournée en France par les associations rennaises *Guayusa* et *Selva viva*, est venue présenter les 22 et 23 novembre à Paris, lors d'une réunion publique au CICP, puis à l'occasion d'une conférence de presse organisée dans les locaux de France Amérique Latine : Yoana (Waorani), Ipiak (Zápara), Guillermo (Kichwa) et Javier, du collectif *Yasuní resiste*, ont témoigné de leurs expériences de luttes pour protéger le Yasuní et les droits de ses habitant.es.

Un combat de longue haleine

Yohana explique que les compagnies pétrolières ont envahi les territoires Waorani il y a cinquante ans et n'ont apporté que destruction. Ipiak décrit le combat permanent que les Zápara mènent contre les entreprises pétrolières qui n'ont jamais réussi à pénétrer dans leur territoire.

La délégation a rappelé ensuite l'historique du projet : l'initiative Yasuní -ITT avait été lancée par l'État équatorien en 2007, au début de la présidence de Rafael Correa qui avait repris une proposition d'associations écologistes pour en faire une politique publique emblématique de son gouvernement. L'Équateur annonça alors à la communauté internationale qu'il renoncerait à l'exploitation de 856 millions de barils de pétrole situés dans le sous-sol du Parc national Yasuní en échange d'une compensation à hauteur de 50 % des revenus que le pays aurait pu tirer de l'exploitation de ce pétrole, soit environ trois milliards de dollars. Mais selon Javier, de *Yasuní Resiste*, ce qui était alors apparu comme un projet innovant et porteur d'espoir n'était qu'illusion qui a vite laissé place à la déception. En effet, malgré une campagne internationale active (et ruineuse en voyages intercontinentaux !), la collecte de fonds échoue, l'initiative est abandonnée en 2013 et le permis d'exploiter la zone est accordé en 2014.

Cependant les organisations indigènes et écologistes ne renoncent pas et se lancent dans une collecte de signatures pour obtenir la tenue d'un référendum sur le sujet. Guillermo, le représentant de la jeunesse Kichwa d'Amazonie, explique qu'il faudra dix ans de démarches judiciaires et de luttes unitaires contre l'État pour qu'enfin, la consultation soit organisée. En 2018, sur plus de 670 000 signatures collectées, 311 000 sont déclarées irrecevables par le Conseil national électoral / CNE, les membres du collectif *Yasunidos* sont criminalisés, insultés, dénigrés, traités d'« éco-terroristes » par un pouvoir qui fait tout pour les invisibiliser. Et ce n'est qu'en 2022 que le Tribunal du contentieux électoral accepte enfin le recours de *Yasunidos*, ordonne au CNE de déclarer valides toutes les signatures de soutien recueillies en 2014 et demande à la Cour d'organiser la consultation populaire sur l'exploitation pétrolière dans le Yasuni.

La campagne pour le *Sí al Yasuní* a été intense, explique Yoana : « *le peuple Waorani était leader de la mobilisation ; nous avons quitté nos territoires pour parcourir tout le pays et nous allier avec nos frères et sœurs de la côte* ». « *La presse traditionnelle était contre nous, elle donnait la parole aux entreprises pétrolières*, poursuit Javier, *et nous n'avions l'appui d'aucun groupe politique, en dehors des mouvements citoyens et des organisations indigènes comme la CONAIE* ». Le gouvernement, qui s'opposait à cette consultation, a gonflé les chiffres des pertes que subirait le pays si le bloc 43 cessait d'être exploité. Mais un groupe d'économistes favorables à l'arrêt de l'exploitation pétrolière a proposé des pistes alternatives, comme lutter contre l'évasion fiscale ou imposer davantage les grandes fortunes pour compenser le manque à gagner, bien moins important que le prétendaient les opposants au projet.

Malgré tous ces obstacles, le « oui » l'a largement emporté, remettant sur le devant de la scène une question vitale : comment sortir des énergies fossiles, en particulier du pétrole ? « *Aujourd'hui, l'Équateur a fait un pas de géant pour protéger la vie, la biodiversité, et les peuples indigènes !* », ont célébré les deux principales organisations autochtones, la Confeniae et la Conaie. « *L'Équateur a donné un exemple de démocratie climatique au monde entier, c'est une grande joie pour nous* », se réjouissent les membres de la délégation qui ont remis à l'ambassadeur équatorien à Paris une lettre signée par de très nombreux.ses citoyen.nes et associations de France et d'Équateur afin de lui demander de s'assurer que le gouvernement équatorien respecte le résultat du référendum.

« *Le gouvernement doit appliquer la décision issue de la consultation populaire qui a été portée par la jeunesse amazonienne* » déclare Guillermo. Et Javier de conclure : « *des luttes similaires se mènent dans d'autres régions d'Équateur et dans le monde, comme à Panamá depuis quelques semaines. Nous devons 'yasuniser' cette planète !* ».